

Reconnaissance de l'Artsakh le PCF donne l'exemple

Entretien avec Pierre Ouzoulias, membre du PCF des Hauts-de-Seine, républicain, citoyen engagé et écologiste qui était en Artsakh en septembre dernier, accompagnant une importante délégation de parlementaires français. Fervent défenseur de la cause arménienne et de l'Artsakh libre, il est à l'initiative d'une déclaration du Parti communiste français (1) appelant la France à reconnaître l'indépendance de l'Artsakh.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN

France Arménie : *Vous êtes sénateur PCF et conseiller départemental du canton de Bagneux, commune jumelée avec Vanadzor en Arménie depuis 1968, premier jumelage dans l'histoire de l'amitié franco arménienne.*

À quand remonte votre engagement en faveur de la cause arménienne ?

Pierre Ouzoulias : Il remonte à 1942.

Vous n'étiez pas né à ce moment-là !

Non mais j'ai une histoire familiale qui me lie à l'Arménie. Mon grand-père était l'un des dirigeants de la résistance communiste à Paris. Il avait sous ses ordres le groupe Manouchian. La MOI était placée sous sa responsabilité. Mon grand-père est enterré au cimetière parisien d'Ivry pas très loin de la tombe de Missak Manouchian. C'était son souhait. Juste après la Libération, il avait acheté une concession perpétuelle à côté de la tombe de Manouchian ; il voulait être à côté d'un de ses camarades. Ma relation à l'Arménie remonte à cette époque. C'est un compagnonnage d'armes, d'idées, mais aussi de valeurs. L'Arménie a toujours été présente dans mon enfance. Mes grands-parents habitaient à Issy-les-Moulineaux ; ils avaient pour député Guy Ducoloné qui, tous les ans, chaque 24 avril, demandait à l'Assemblée Nationale de reconnaître le Génocide des Arméniens. J'ai été nourri par les discours de Jaurès à l'Assemblée Nationale sur l'Arménie. C'est une histoire familiale, mais c'est l'histoire de la gauche aussi. On a oublié que pendant très longtemps y a eu une relation très forte nouée entre la gauche française et l'Arménie. Il y a des parcours historiques sur lesquels il faut revenir maintenant, d'où mon investissement. Malheureusement ce qui est arrivé par le passé peut se reproduire aujourd'hui, comme on a pu le constater avec l'invasion turque du nord-est de la Syrie. Il existe un projet panturc qui constitue à créer une continuité territoriale avec l'Azerbaïdjan et les Républiques turcophones d'Asie Centrale. Située au beau milieu, l'Arménie dérange. Je suis convaincu que si l'Azerbaïdjan attaquait à nouveau l'Artsakh, la Turquie lui viendrait en aide. Je me réfère au dernier discours prononcé par Erdogan à Bakou.



“Ne pas oublier et construire la paix par la connaissance”

En novembre 2018 vous aviez posé une question orale au ministre de l'Intérieur Christophe Castaner sur les officialisations des jumelages entre des collectivités territoriales françaises et des collectivités territoriales de l'Artsakh et notamment sur les contrôles de légalité interne a posteriori par les préfetures. Quel regard portez-vous sur l'annulation des chartes d'amitié par la France ?

Invité au repas organisé par le Fonds Arménien de France, je leur ai dit “à toute chose malheur est bon”. Le fait que les chartes d'amitié aient été dénoncées par le gouvernement français, doit donner à réfléchir et à comprendre que la relation privilégiée entre la France et l'Arménie ne peut pas être éternelle si elle n'est pas entretenue. On a laissé l'Azerbaïdjan mener une campagne d'influence en France qui a marqué des points. L'Azerbaïdjan investit des grands moyens en finançant des cabinets de communication et de lobbying. Malheureusement,



École Professionnelle Yeznik Mozian de Chouchi
Avec la ministre de l'Éducation nationale Mme Narinée Aghabalian

le gouvernement français a été sensible à leurs arguments. D'autant plus que Bakou est le quatrième acheteur d'armes de la France. Ce n'est pas neutre ! La France se réfugie derrière sa qualité de co-présidente du Groupe de Minsk pour justifier une position ambiguë.

A votre avis, la France n'est pas neutre sur ce dossier du fait de son partenariat stratégique avec l'Azerbaïdjan ?

Absolument ! Je trouve que la position de la France dans le Groupe de Minsk nuit à l'utilité diplomatique du Groupe. On peut même se demander si c'est vraiment dans ce cadre-là que l'on arrivera à régler le conflit de l'Artsakh. La Russie, qui co-préside aussi le Groupe, déploie des troupes en Arménie sans que cela ne leur cause de problème. On a le sentiment que pour la France, l'Arménie est d'abord un (petit) marché. Mais quand il s'agit d'envoyer des messages forts à Bakou pour demander le respect du droit à l'auto-détermination des peuples, il y a beaucoup moins de fermeté.

Vous avez intégré une importante délégation de parlementaires français en Arménie et en Artsakh en septembre 2019. Quels ont été les points forts de cette visite ?

Je me rends en Arménie quasiment tous les ans, mais c'était mon premier déplacement en Artsakh. C'est un pays superbe par ses paysages. Il est beau aussi par la chaleur humaine que l'on ressent. Les gens sont admirables de fierté, de résistance et de partage. Quand en Artsakh, un pays de 150 000 habitants on vous dit que le projet de reconstruction d'un État passe par la culture et la formation, le vice-président de la commission de la culture au sénat ne peut pas être insensible à ce discours ! Il y a une volonté remarquable de faire fonctionner la démocratie. Je me suis rendu en Artsakh pendant les élections municipales, j'y ai vu un îlot de démocratie dans la région. Et ce dans des conditions difficiles. J'ai par ailleurs senti un grand désarroi de la part des autorités artsakhiotes par rapport à la dénonciation des chartes. Une incompréhension totale. Ils se demandent si quelque chose n'a pas été brisé dans la relation privilégiée nouée avec la France. Ils ont compris qu'il y a d'une part le gouvernement français, avec sa position ambiguë, et d'autre

part des individus, des parlementaires, qui continuent d'avoir des relations. C'est le message que j'ai essayé de faire passer : continuer à bâtir des choses au-delà des positions diplomatiques du gouvernement français, en partant de la base, à commencer par les jumelages.

Quels doivent être les principaux axes de la coopération franco-artsakhiote d'après vous ?

Il faut privilégier la francophonie, la culture et l'agriculture. Ce qui est prodigieux, c'est que ce pays est exportateur de blé vers l'Arménie. Les efforts sont énormes dans ce sens. En très peu de temps ils ont énormément appris, mais ils ont besoin de soutien, de compétences, de matériel, etc. Si l'Artsakh maintient cette vocation agricole, dans peu de temps le pays pourrait devenir une magnifique destination touristique, du fait de la nature préservée, d'une agriculture respectueuse de cette nature. Le bio peut être une chance pour l'Artsakh.

Vous vous êtes rendus à l'École Professionnelle Yeznik Mozian de Chouchi, vitrine de la coopération franco-artsakhiote, quelles ont été vos impressions ?

C'était prodigieux. J'ai visité cette école avec la ministre de l'Éducation nationale Mme Narinée Aghabalian. J'ai été ému de voir que l'intégralité du programme pédagogique de cet établissement a été emprunté à la France. Cet établissement est un formidable outil de développement ; il est aussi au service de l'émancipation humaine. Les deux sont intimement liés. C'est ce qui fait que sans doute qu'il y ait tant de liens spirituels qui relient la France à l'Arménie : nous avons un attachement similaire à la culture qui est constitutif de nos identités respectives. Je pense que c'est pour cela que nous sommes ensemble depuis aussi longtemps.

Vos rencontres avec le président Bako Sahakian et le ministre des Affaires étrangères Massis Mayilian ont débouché sur quel message à l'adresse de la France ?

Ne pas les oublier. Tout faire pour empêcher la perpétration d'un nouveau génocide. Ils sont 150 000 dans un état de guerre qui dure depuis trop longtemps. Cet effort de mobilisation épuise ce pays et sa jeunesse. Si on n'arrive pas maintenant à apporter des garanties à cet État, sur le long terme c'est sa survie qui est en jeu. Dès que le gouvernement artsakhiote m'invite, je reviendrai. ■

(1) <https://www.humanite.fr/caucase-le-pcf-veut-la-reconnaissance-de-la-republique-du-haut-karabagh-679777>



**IMMOBILIERE
ARTHUR**

Transaction – Gestion – Estimation - Conseil

3 agences à votre service

AIX • BOUC-BEL-AIR • MARSEILLE 13012

immobiliere.arthur@gmail.com 04.42.52.85.17
Site internet : www.immobiliere-arthur.com